

Règlement d'application de la loi sur l'organisation de la direction générale de la nature et du paysage

(RODNP) M 5 35.01

Tableau historique

du 11 septembre 2013

(Entrée en vigueur : 18 septembre 2013)

Le CONSEIL D'ÉTAT de la République et canton de Genève,

vu la loi sur l'organisation de la direction générale de la nature et du paysage, du 22 avril 1977 (ci-après : la loi);

vu la loi sur la biodiversité, du 14 septembre 2012;

vu la loi sur les forêts, du 20 mai 1999;

vu la loi sur la faune, du 7 octobre 1993;

vu la loi sur la pêche, du 20 octobre 1994;

vu la loi instituant une commission consultative de la diversité biologique, du 20 mai 1999;

vu la loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites, du 4 juin 1976;

vu la loi sur la navigation dans les eaux genevoises, du 17 mars 2006;

vu la loi sur l'application de la loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre, du 4 décembre 1998;

vu la loi sur l'occupation des eaux publiques, du 19 septembre 2008;

vu la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière, du 18 décembre 1987,

arrête :

Chapitre I Dispositions générales

Art. 1 Compétences

1 La direction générale de la nature et du paysage (ci-après : la direction générale) est rattachée au département de l'environnement, des transports et de l'agriculture(1) (ci-après : département).

2 Elle constitue l'autorité compétente pour l'exécution, sur le territoire du canton de Genève, de la législation fédérale et des dispositions cantonales d'application relatives :

a) à la biodiversité;

b) aux forêts;

c) à la protection du paysage, des milieux naturels, de la végétation arborée et de la flore;

d) à la faune;

e) à la pêche.

3 Elle est également compétente pour :

a) la compensation écologique dans l'agriculture et en ville;

b) les activités de plein air, en particulier la randonnée et les campings;

c) l'occupation des eaux publiques (Léman et Rhône) ainsi que la navigation dans les ports;

d) l'entretien et l'aménagement de certaines propriétés de l'Etat, en particulier les forêts et les sites protégés.

4 Elle participe aussi à des tâches concernant :

a) la protection des eaux;

b) la police rurale;

c) la navigation.

Art. 2 Missions

1 La direction générale a pour mission de garantir durablement, au bénéfice de la population genevoise, la préservation de la biodiversité et le développement d'un patrimoine paysager et naturel de hautes valeurs, en particulier la faune et la flore sauvages, par le maintien et la gestion active d'espaces suffisants.

2 Elle veille à la prise en compte de ses domaines de compétence par les autres politiques sectorielles, telles que l'environnement, l'aménagement du territoire, l'eau, l'agriculture, la mobilité, l'énergie et le tourisme.

3 Elle assure la liaison avec les commissions officielles et collabore avec les associations et institutions concernées par les tâches précitées.

4 Elle soutient la formation, l'information et la sensibilisation à la nature et au paysage.

Chapitre II Organisation

Art. 3 Exercice des compétences – Ordres de service

1 La direction générale répartit au sein des directions et services qui la composent l'exercice des compétences, tâches et missions citées aux articles 1 et 2.

2 Elle désigne les fonctions comportant des compétences de police et les agents devant être assermentés.

3 Des ordres de service fixent la répartition des tâches et la marche de la direction générale, en particulier en ce qui concerne les armes, les véhicules, les transmissions, les horaires irréguliers et les services de piquet.

Art. 4 Légitimation

1 Les gardes de l'environnement et les gardes-ports portent, en principe, l'uniforme.

2 L'uniforme sert de légitimation. Lors de missions effectuées en civil, les membres du personnel présentent leur carte de légitimation, sauf si des circonstances exceptionnelles les en empêchent.

Art. 5 Moyens de transmission, de transport et d'engagement

1 La direction générale dispose des moyens de communication, de transmission, de transport et d'engagement nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

2 Elle utilise une centrale d'engagement.

Chapitre III Fonctions des gardes

Art. 6 Gardes de l'environnement

1 Les gardes de l'environnement assument des tâches de surveillance ainsi que des tâches techniques et d'expertise relatives à l'environnement naturel, en lien avec les domaines visés à l'article 1.

2 Ils remplissent notamment les fonctions de garde-faune et de garde-pêche et il leur est conféré la qualité de fonctionnaires de la police judiciaire, au sens de l'article 26 de la loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages, du 20 juin 1986.

Art. 7 Gardes-ports

1 Les gardes-ports assument des tâches d'information et d'accueil des navigateurs, ainsi que de contrôle et de police portuaire, en particulier en vue du respect des règles de navigation dans les ports.

2 Ils peuvent notamment contrôler :

a) l'immatriculation des bateaux;

b) l'ordre dans les ports et sur les quais;

c) le respect des prescriptions en matière de protection des eaux;

d) l'utilisation des places d'amarrage, des grues, des emplacements d'hivernage et des places de dépôt provisoire;

e) la conformité des bouées et l'état d'entretien des bateaux;

f) l'utilisation des prises électriques, des prises d'eau et des autres installations.

3 Ils sont compétents pour prendre les dispositions nécessaires, afin de prévenir ou faire cesser les actes illicites, à savoir en particulier déplacer un bateau qui occupe sans droit une place d'amarrage, et pour dresser des procès-verbaux de contravention; au besoin, ils signalent les infractions à l'autorité compétente.

4 Ils sont habilités, en tant qu'agents en uniforme, au sens de l'article 12, alinéa 2, de la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière, du 18 décembre 1987, à infliger des amendes d'ordre dans les ports et sur les quais pour les infractions suivantes :

a) s'arrêter à un endroit resserré (art. 18, al. 2, lettre b, de l'ordonnance fédérale sur les règles de la circulation routière, du 13 novembre 1962 (ci-après : OCR));

b) gêner la circulation en s'arrêtant en double file à côté de véhicules stationnés le long de la route, pour charger ou décharger des marchandises (art. 18, al. 4, OCR);

c) stationner hors des cases ou en dehors d'un revêtement clairement indiqué (art. 79, al. 1 et 1bis, de l'ordonnance fédérale sur la signalisation routière, du 5 septembre 1979 (ci-après : OSR));

d) stationner un véhicule sur une case de stationnement ou sur un revêtement clairement indiqué si cette aire de stationnement, par ses dimensions, n'est pas destinée à cette catégorie de véhicule (art. 79, al. 1bis et 1ter, OSR);

e) stationner un véhicule sur une case de stationnement ou sur un revêtement clairement indiqué si cette aire de stationnement, compte tenu de la signalisation, n'est pas destinée à cette catégorie de véhicule (art. 79, al. 1bis et 1ter, OSR);

f) stationner sur une case interdite au parage (art. 79, al. 4, OSR);

g) ne pas observer le signal de prescription :

1° interdiction générale de circuler dans les deux sens (art. 27, al. 1, de la loi fédérale sur la circulation routière, du 19 décembre 1958 (ci-après : LCR), et art. 18, al. 1, OSR),

2° accès interdit (art. 27, al. 1, LCR, et art. 18, al. 3, OSR),

3° circulation interdite aux véhicules automobiles (art. 27, al. 1, LCR, et art. 19, al. 1, lettre a, OSR),

4° circulation interdite aux motocycles (art. 27, al. 1, LCR, et art. 19, al. 1, lettre b, OSR),

5° circulation interdite aux cycles et aux cyclomoteurs (art. 27, al. 1, LCR, et art. 19, al. 1, lettre c, OSR),

6° circulation interdite aux cyclomoteurs (art. 27, al. 1, LCR, et art. 19, al. 1, lettre c, OSR).

Chapitre IV Droits et devoirs

Art. 8 Arme de défense personnelle

1 Les gardes de l'environnement et les gardes-ports sont autorisés à porter une arme pour leur défense personnelle.

2 Les conditions de port et d'usage relèvent d'un ordre de service.

Art. 9 Armes de chasse et autres engins

1 Seuls les gardes de l'environnement sont habilités à utiliser toutes les armes de chasse, systèmes particuliers de visée et engins spéciaux de capture, pour les besoins du service.

2 En cas de nécessité, la direction générale peut désigner, par ordre de service, d'autres collaborateurs ayant les compétences nécessaires.

3 Les conditions d'emploi, en particulier le contrôle et l'aptitude dans le maniement de ces armes et engins, relèvent également d'un ordre de service.

Art. 10 Animaux

La direction générale peut autoriser, par ordre de service, l'utilisation d'animaux pour les interventions.

Art. 11 Indemnités

1 Les collaborateurs exerçant des fonctions manuelles bénéficient d'une indemnité pour inconvénients de service selon le système prévu par le règlement fixant le statut des membres du personnel exerçant des fonctions manuelles, du 21 juin 1976.

2 Pour compenser les horaires irréguliers, notamment ceux effectués de nuit, les week-ends et jours fériés, les gardes de l'environnement et les gardes-ports bénéficient d'une indemnité pour inconvénients de service calculée selon le système prévu par le règlement fixant le statut des membres du personnel exerçant des fonctions manuelles, du 21 juin 1976.

3 Le personnel portant une arme de défense personnelle perçoit une indemnité forfaitaire mensuelle de 113 F (valeur au 1er janvier 2013).

4 Le personnel de la direction générale mettant à disposition des locaux privés pour des véhicules professionnels, ou devant entretenir des vêtements de travail et uniformes reçoit une indemnité forfaitaire mensuelle de 113 F (valeur au 1er janvier 2013).

5 La direction générale fixe l'indemnité à laquelle ont droit les gardes de l'environnement autorisés à utiliser un chien ou d'autres animaux pour les besoins du service.

6 Les indemnités mentionnées aux alinéas 3 et 4 sont indexées au coût de la vie. Leur versement est suspendu dès le deuxième mois d'absence pour cause de maladie ou d'accident.

Art. 12 Permis de pêche

Le département peut réglementer l'exercice de la pêche pour le personnel de la direction générale.

Chapitre V Dispositions finales et transitoires

Art. 13 Clause abrogatoire

Sont abrogés :

a) le règlement d'application de la loi sur l'organisation de la direction générale de la nature et du paysage, du 25 juin 2003;

b) le règlement sur l'emploi des graines et plants forestiers, du 27 septembre 1958.

Art. 14 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le lendemain de sa publication dans la Feuille d'avis officielle.